

Les tendances actuelles de la pénétration de l'Islam en Afrique subsaharienne.

La présence de l'Islam en Afrique subsaharienne n'est pas un fait récent. Depuis plus d'un millénaire des musulmans vivent en Afrique sur le bord sud du grand désert en Afrique de l'Ouest aussi bien que sur les côtes de l'Afrique orientale. Des cités prestigieuses comme Tombouctou au Mali ou bien encore l'île de Zanzibar dans l'Océan indien en sont les témoins. Cette longue cohabitation entre l'Islam et les religions et cultures africaines a produit une manière bien africaine de vivre l'Islam, ce que nous appelons de manière commode : « l'Islam traditionnel africain ». Depuis un demi-siècle, cet Islam est en pleine transformation suite à la fois d'évolutions internes que d'influences nouvelles venant principalement du monde arabo-musulman. En effet, au lieu d'une nouvelle pénétration de l'Islam il vaudrait mieux parler d'une islamisation en profondeur ou encore d'une prise de conscience islamique nouvelle. C'est de cette transformation que nous voulons témoigner dans cet article en nous basant surtout sur l'exemple du Mali, aujourd'hui pays musulman à 80 %.

Quelle est aujourd'hui la situation de cet Islam millénaire ? Quelles sont les principales influences extérieures et leur impact sur la communauté musulmane ? Quels sont les enjeux de cette transformation à la fois sur le plan de la vie en société en général que, d'une manière plus spécifique, en ce qui regarde le dialogue islamo-chrétien ?

La situation actuelle de l'Islam traditionnel :

Jusqu'à la veille de la colonisation, malgré une forte adaptation aux réalités africaines, l'Islam est resté confiné à certaines ethnies et certains foyers plus fervents de vie musulmane.

On pourrait citer toute une série de raisons pour expliquer comment, sous le pouvoir colonial, la plupart des grandes ethnies du Mali, ont progressivement passé de la Religion traditionnelle à l'Islam, un processus qui n'est pas entièrement terminé :

- l'appui réciproque entre le colonisateur et les chefs religieux musulmans
- la nouvelle sécurité des routes et le développement des communications et transports, permettant aux propagateurs de l'Islam (commerçants et prédicateurs itinérants) des déplacements plus fréquents.
- le développement des centres urbains, avec école, administration, dispensaire ou encore le service militaire..., plus tard l'exode rural. Tout ce qui comportait éloignement et déracinement du territoire ancestral favorisait l'adoption de la religion musulmane.

Dans la mesure où on ne pouvait plus valablement pratiquer la Religion traditionnelle, dans la mesure où celle-ci ne pouvait plus garantir la sécurité dans tous les aspects et les situations critiques de la vie, l'Islam s'est tout naturellement substitué à elle. La communauté musulmane, à travers notamment le réseau confrérique, procurait une nouvelle solidarité immédiatement efficace. Il suffisait de changer de nom, de suivre les pratiques musulmanes élémentaires (prière rituelle et fêtes), alors que pendant longtemps encore, les cadres de référence profonds restaient ceux de la société traditionnelle.

C'est donc sous le pouvoir colonial que le Mali, comme beaucoup de ses voisins (Sénégal, Guinée, Niger, etc.), est devenu un pays statistiquement musulman, mais cet Islam, vécu à l'africaine, est toujours resté suspect, entaché d'idolâtrie, aux yeux des musulmans d'ailleurs. Des mouvements de réforme venus de l'extérieur, font alors leur apparition. Pourtant avant d'en parler plus en détail, il faut constater que, depuis une vingtaine d'années, les communautés musulmanes sont dans un processus de profond changement, un processus de prise de conscience de leur islamité, un processus qui ne s'explique pas ou pas seulement par la présence de ces influences externes, mais surtout par une situation socio-économique

désastreuse et sans espoir où le religieux devient le seul recours. C'est un peu le même phénomène qui a provoqué tant « d'islamismes » à travers le monde musulman.

Jusqu'à tout récemment, le marabout, quel que soit le degré de son savoir religieux, était le pivot de la vie musulmane. Tout se rattachait à sa personne. Rien ne se faisait sans son autorisation. Maintenant c'est la mosquée et ses annexes qui deviennent le centre de la vie communautaire musulmane. Les communautés s'organisent, se structurent et s'équipent avec tout ce que la technique moderne leur offre. C'est à partir de la mosquée que tous les besoins personnels, familiaux et communautaires sont pris en compte.

Rien d'étonnant alors que la multiplication des mosquées soit un des signes de cette prise de conscience communautaire musulmane. Une communauté musulmane de village ou de quartier commence toujours autour de la construction de la mosquée. D'autres mosquées, il est vrai, voient le jour grâce à la générosité ostentatoire de tel ou tel gros commerçant ou personnage public. Dans la ville de Bamako, le nombre de mosquées a progressé de 41 en 1960 à plus de 200 en 1985. Aujourd'hui, faute de chiffres précis, on peut estimer que ce nombre a au moins doublé déjà.

Le signe le plus évident de cette prise de conscience est pourtant la multiplication des medersas, en partie au dépens des écoles coraniques traditionnelles. L'école coranique était étroitement liée à la personne même du maître et, par lui, à la structure hiérarchique de la confrérie. Les premières medersas au Mali, furent fondées par des réformateurs pour se démarquer de l'Islam traditionnel. Mais bien vite, les principales confréries ont récupéré ce mouvement pour fonder elles-mêmes leurs medersas et institutions, afin de donner à la pratique musulmane, un visage plus moderne.

Cette prise de conscience est donc en train de remodeler le visage de l'Islam traditionnel sans pour autant mettre en question ses structures profondes. Par contre, l'accentuation de l'islamité, même dans les milieux traditionnels, pose question à tous les non-musulmans. Elle réduit progressivement cet espace de tolérance et d'acceptation réciproque qui faisait la caractéristique de l'Islam africain pendant des siècles. C'est cela donc, aujourd'hui, l'enjeu de la rencontre islamo-chrétienne.

Des courants de « réforme ».

Depuis quelques décennies déjà, cet Islam traditionnel est vivement contesté par des courants de réforme, raison pour laquelle il faut parler aujourd'hui d'un double visage de l'Islam africain. Qui sont ces courants de « réforme » ?

Il y a eu d'abord ce qu'on peut appeler « les licenciés d'al-Azhar », prônant un islam purifié, mais ouvert sur la modernité. Nous en retrouvons encore aujourd'hui un bon nombre dans l'administration.

Il y a, d'autre part, les « revenants » de la Mekke et d'Arabie Saoudite convertis au Wahhâbisme.

Les deux mettent en doute et contestent l'authenticité de la pratique traditionnelle de l'Islam et surtout l'exploitation de la crédulité des fidèles par les marabouts.

Les Wahhabites, minoritaires dans la communauté musulmane, mais puissants économiquement, s'appellent eux-mêmes « Sunnites = les détenteurs de la vraie tradition ». Ce nouveau courant religieux, dont les principaux porteurs sont les commerçants et « les étudiants en religion », récuse l'intermédiaire des marabouts, le culte des « saints » et leur intercession fut-ce le Prophète Mohammed lui-même, et toutes les pratiques et innovations introduites pour composer avec la mentalité traditionnelle africaine. Une masse de jeunes lettrés arabisants formés sur place ou à l'extérieur concurrence aujourd'hui fortement les « marabouts » classiques tant sur le plan théologique où ils reprochent à ceux-ci leurs pratiques ésotériques et occultes, que sur le plan de la maîtrise de la langue et culture arabe, nécessaire pour l'accès à la révélation coranique et pour la pratique de la prière rituelle, ou

encore sur le plan « pastoral », puis qu'ils investissent la communauté musulmane par leurs prêches en toute circonstance, d'où l'appellation : « l'islam des prêcheurs ».

Ainsi la communauté musulmane au Mali, comme dans d'autres pays d'Afrique, est-elle profondément divisée. Des heurts, même sanglants, sont quasi-quotidiens entre les tenants d'un Islam traditionnel et les adeptes d'un purisme fondamentaliste. Des mosquées rivales se construisent à quelques dizaines de mètres l'une de l'autre. Les fêtes religieuses musulmanes sont rarement célébrées à la même date par tous. La représentativité des responsables religieux est toujours contestée par une fraction de la communauté. On pourrait multiplier les exemples de ces clivages profonds

En premier lieu se pose la question de la relation en islam entre religion et pouvoir politique.

Le Mali, tout comme ses voisins issus de l'ancienne Afrique Occidentale Française, est un pays à constitution laïque. Pourtant depuis une vingtaine d'années, le gouvernement malien est obligé de prendre des initiatives qui, à première vue, sont autant d'entorses à la laïcité, mais qui semblent nécessaires pour maintenir un semblant de paix et d'unité entre les membres de la communauté religieuse majoritaire du pays.

Déjà le régime défunt a dû inviter, aux frais de l'Etat, des personnalités musulmanes éminentes des pays arabes pour faire le tour des régions du Mali et pour prêcher l'entente entre frères musulmans. Il avait surtout mis en place «l' Association pour l'Unité et le Progrès de l'Islam » (AMUPI), structurée sur le modèle du parti unique et avec mission de faire baisser les tensions entre musulmans au niveau local, régional et national. Dans chaque instance de l'AMUPI, on devait veiller à une représentation équitable des divers courants en présence. Enfin diverses solutions ont été préconisées pour contrôler la prolifération anarchique des medersas et autres institutions islamiques dispensant un enseignement systématique en arabe à forte teneur islamique voire islamiste.

Depuis la libération politique en 1991, les divers courants dans la communauté musulmane s'affirment et s'affrontent au grand jour. Le Mali ne compte aujourd'hui pas moins de 106 associations islamiques enregistrées, regroupées dans diverses coordinations dont l'AMUPI toujours, la Ligue des Imams (LIMAMA), la Ligue des prédicateurs, l'Union Nationale des Femmes Musulmanes (UNAFEM), l'Association Malienne des Jeunes Musulmans (AMJM) etc. Tout récemment, le Président malien s'est investi personnellement pour forcer la mise en place d'un Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) où toutes les tendances sont représentées et qui servira désormais d'interlocuteur unique entre le gouvernement malien et la communauté musulmane. Par la même occasion un règlement pour l'exercice et le contrôle du « prêche musulman », notamment sur les ondes, a été adopté.

La nouvelle situation politique a ainsi porté au grand jour les divisions et les antagonismes au sein de la communauté musulmane. Il y a les nombreux contentieux qui opposent les Wahnâbites aux communautés traditionnelles surtout dans les campagnes. D'autres mouvements se font jour au sein de l'Islam malien et certains de leurs prêches ont déjà provoqué des incidents graves : p. ex. le grand prêcheur Chérif Ousmane Madani Haidara et son mouvement Ansâr Dîn Islâmî que l'on dit appartenir à la secte Ahmadiya-Kadyaniya, originaire du Pakistan. A l'ombre du Centre Culturel iranien, il y a des groupuscules shi'ites en gestation. Les Wahnâbites se montrent particulièrement préoccupés par l'introduction du Shi'isme au Mali et sont prêts à le combattre par tous les moyens. Puis il faut signaler la secte des « Pieds nus » opposée à tout progrès technique, à toute production occidentale...

La liste n'est certainement pas exhaustive, mais montre qu'une fois la liberté d'expression garantie, la communauté musulmane aura beaucoup de mal à parler d'une seule voie et encore moins à trouver une unité profonde.

Dans un contexte social où l'islam est prédominant, la laïcité de l'Etat est en quelque sorte la garante de la libre expression des minorités religieuses. La majorité des leaders musulmans considèrent pourtant la laïcité comme un phénomène d'importation, introduit par la colonisation. Il y a ainsi un contentieux latent entre l'islam et l'Etat. Paradoxalement les tendances minoritaires de l'islam tirent à eux la couverture de la laïcité pour se faire reconnaître. Elles revendiquent pour elles la liberté d'expression démocratique pour instaurer en fin de compte le « règne de Dieu ». En cela elles ont le soutien des organisations islamiques internationales : la Ligue du Monde Musulman (Rabita), Organisation de Secours islamique, Agence des Musulmans d'Afrique (Koweit), la « Da'wa » libyenne... Elles profitent largement des structures de formation islamique offertes par al-Azhar, les grandes universités islamiques des pays du golfe ou de Khartoum.

Dans le domaine de l'action sociale l'islam est bien présent depuis quelques années grâce à l'impact des pétrodollars. Dans le passé, nombreux étaient les musulmans qui reconnaissent le devoir de la « zakât = l'aumône légale », mais ne s'en acquittent guère. Toutes les initiatives de collectes entreprises dans la lutte contre la pauvreté ont échoué, en raison, semble-t-il, du manque de confiance entre musulmans. Alors que l'œuvre sociale des musulmans semblait réduite aux aumônes et offrandes du vendredi et en certaines circonstances (fêtes familiales et religieuses), à la faveur des pétrodollars, on assiste à un essor effréné des ONG islamiques. Toutes leurs actions tendent à promouvoir la religion et la culture arabo-islamique

La dispute sur les diverses manières de vivre l'islam au Mali cache en fait un autre débat, celui sur l'avenir politique du pays : Selon les courants islamisant, aucune des trois expériences politiques du passé (socialiste, régime de parti unique, démocratie) n'a répondu à l'attente de la majorité des Maliens. L'heure est venue, selon eux, d'expérimenter un régime inspiré pleinement de la Loi Coranique. Alors même que l'explosion des associations religieuses est la conséquence de l'élargissement des droits et libertés démocratiques, certaines d'entre elles n'en formulent pas moins des attaques contre la démocratie... A leurs yeux, la « vraie démocratie », c'est la « solution islamique », qui consisterait à asseoir la Loi du Coran.

Les principales revendications des courants islamistes les plus radicaux dans le champ politique.

Elles tournent principalement autour de quatre thèmes, diversement accentués selon les tendances :

1° L'Etat doit positivement instaurer **un climat** où les valeurs islamiques puissent s'épanouir. Il doit favoriser ainsi la vie de la communauté musulmane, soutenir la foi des musulmans et l'accomplissement de leur devoir religieux : instituer des horaires de travail adaptés, imposer une certaine retenue durant le Ramadan, apporter de l'aide pour la construction de mosquées, assurer l'organisation décente et sécurisée du pèlerinage, la séparation des sexes dans les lieux publics, les transports, les écoles, etc.

2° L'éducation islamique doit être prise en compte par l'Etat à travers le renforcement de l'enseignement de l'arabe, la reconnaissance des medersas, l'intégration des diplômés des universités islamiques, l'enseignement religieux musulman dans les écoles publiques... Notamment l'Association des Etudiants Musulmans (AEMM) exerce une forte pression pour établir une filière arabophone à l'Université du Mali.

3° Une place plus grande doit être faite à **la législation islamique** dans le nouveau « Code de la famille ». Dans ce débat brûlant un compromis semble avoir été trouvé entre les religieux musulmans et les associations féminines qui, elles, aspirent et luttent pour la complète égalité des sexes sur le plan juridique.

4° La mise en question croissante de la laïcité de l'Etat dont nous avons déjà parlé.

C'est surtout la prise de conscience en tant que communauté musulmane qui est en train de remodeler le visage de l'Islam traditionnel et par delà le visage de l'ensemble de la société malienne, indépendamment des gesticulations et agissements des courants minoritaires. Certains observateurs ne voient en ces derniers que des « généraux sans troupes ». Les événements du 11 septembre n'ont fondamentalement rien changé à cet état de fait. Ils ont été condamnés par l'ensemble des « religieux » musulmans dans un communiqué qui était un chef d'œuvre d'équilibrisme. Il y a certainement chez certains un anti-américanisme latent, mais qui ne peut s'affirmer trop en ce moment. Le Mali est l'un des pays africains qui a les faveurs des Etats-Unis.

Par contre, à part certains prêcheurs islamistes, aucun Malien n'aurait l'idée d'associer les chrétiens maliens à la main mise de l'Occident sur le monde musulman sous prétexte de lutte anti-terroriste.

Quel dialogue inter-religieux ?

La cohabitation sur plan institutionnel est sans problème. Lorsque des malentendus se sont fait jour, ils ont trouvé leur solution dans la concertation entre les hiérarchies religieuses. Dans la sous-région, le Mali est le seul pays où les confessions religieuses se retrouvent au sein d'une même organisation officielle : « la Commission Nationale de conciliation des Chefs religieux », qui joue le rôle de médiateur dans les conflits politiques et sociaux. Il faut signaler ici la profonde estime qu'éprouvent les musulmans, dans l'élite comme à la base, pour feu Mgr Luc Sangaré, archevêque de Bamako, qui a présidé à cette Commission pendant de longues années.

Avec l'ensemble de la population, les chrétiens vivent ce que l'on appelle parfois « le dialogue de la vie ». Chrétiens, musulmans et adeptes de la Religion traditionnelle habitent les mêmes carrés de ville, les mêmes villages, travaillent ou étudient côte à côte, se rendent visites entre voisins, participent aux peines et aux joies des uns et des autres. Les membres d'une même famille parfois se réclament de « voies différentes », sans que cela mette en cause la solidarité familiale. La convivialité ainsi décrite est une valeur profondément enracinée dans la tradition africaine. A la base il y a cette conviction que tous font partie d'une communauté qui a même origine et une même destinée, et que les différences de culte ou de « voie » ne doivent en rien entamer ou menacer ces réalités-là. Le dialogue au Mali est d'abord donc le fait de la vie de tous les jours.

Au-delà de ce partage de la vie de tous les jours, beaucoup de chrétiens et de musulmans collaborent consciemment et en tant que croyants dans les divers chantiers de la construction du pays, que ce soit la promotion humaine, l'éducation, la santé ou les affaires sociales. Ces dernières années, ce dialogue dans une collaboration franche s'est ouvert aussi sur le champ politique avec la démocratisation et la décentralisation.

Le pluralisme religieux et par le fait même le dialogue entre tenants de confession religieuse différente est prôné par les responsables du pays comme « une des bases de la société malienne ». Conjuré en toute occasion le vivre ensemble traditionnel des Maliens n'est pourtant pas suffisant pour sauvegarder la paix sociale. Il s'agit d'avancer sur le chemin d'un vrai dialogue inter-religieux, le renforcer à partir de convictions nouvelles, sinon la paix ne sera pas au rendez-vous.

Qu'est-ce qui empêche un vrai dialogue inter-religieux au Mali ?

Une première difficulté est intérieure à tous : Chrétiens comme musulmans, sont tous tributaires d'un regard collectif sur l'autre qui s'exprime surtout dans des formules un peu lapidaires et spontanées pour parler de l'autre, différent dans la foi. Seule une vraie connaissance de la foi de l'autre peut donner ce regard objectif et sans préjugés. Le principal

obstacle se situe ainsi au niveau de la qualité de la foi même. Moins quelqu'un est enraciné dans sa propre foi, moins il en est sûr, plus il cherchera à se défendre, à être agressif. En effet, ce ne sont pas les milieux traditionnellement musulmans qui sont les plus intolérants, mais surtout des groupes de musulmans de conversion récente. L'ignorance de sa propre foi, comme de celle de l'autre, est l'obstacle majeur pour entrer en relation avec lui, engendre la peur et l'agressivité.

Il y a également le contexte socio-politique qui peut peser et rendre difficile un vrai dialogue. Il y a ici au Mali p. ex. des « blocages ethniques », des antagonismes inscrits dans l'héritage culturel de telle ou telle ethnie qu'il faut d'abord transcender pour une approche sereine. Il y a plus généralement le fait que les chrétiens sont minoritaires et de ce fait leur regard sur la majorité, comme le regard de celle-ci sur eux, sont faussés.

Enfin, il y a toujours du côté de l'Islam un problème de représentativité dès qu'il s'agit d'initiatives de dialogue formel. Dans les lignes qui précèdent, nous avons détaillé le visage éclaté de la communauté musulmane malienne. Sur ce plan elle n'est nullement une exception sur le continent africain. In dépendamment du fait que beaucoup de chefs religieux musulmans en Afrique sont incapables, de par leur formation, d'engager un échange sur les problèmes de l'heure, la grande difficulté pour un vrai dialogue est donc la question : qui rencontrer ?

Le dialogue inter-religieux est une nécessité pour l'avenir de la paix sociale au Mali, comme partout en Afrique. L'enjeu est de taille. Mais pour les chrétiens, l'enjeu de l'entente et de la rencontre avec les frères musulmans dépasse la simple stratégie de la vie en société. Il relève immédiatement de la foi commune en un Dieu Unique, de la qualité commune d'être des monothéistes.

Les divers messages que la hiérarchie catholique a adressés au peuple malien se terminent toujours sur un vibrant appel au dialogue entre tous les Maliens, tel celui du 25 janvier 1997 : *« Nos rapports sociaux ont besoin d'être pétris de justice si nous voulons bâtir une paix sociale durable. En effet, c'est toutes les fois où les rapports entre groupes, associations, etc. se sont dégradés que la société malienne est entrée en ébullition. Il est donc indispensable qu'un vrai dialogue juste et franc s'instaure entre partenaires sociaux. »*

Ce que le Concile Vatican II avait déjà initié, le Pape Jean-Paul II le renforce en disant au sujet des musulmans: La foi au Dieu d'Abraham nous est commune. La foi commune au Dieu d'Abraham est la base sur laquelle tous les monothéistes doivent se rencontrer. Cette fraternité dans la foi a des exigences pour les croyants en un seul Dieu qui vont plus loin que celles venant de la seule commune humanité.

Voilà donc tout un programme, alors que, bien souvent, nous voyons davantage tout ce qui nous sépare, entre Chrétiens et Musulmans, plutôt que tout ce que nous avons en commun.

Bamako, le 03 janvier 2003

P. Josef Stamer